

de guerre [31 décembre 1948] (p. 8264); — du projet de loi, amendé par le Conseil de la République, relatif aux Comptes spéciaux du Trésor; Art. 37 septièm : *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif à la taxe d'encouragement à la production textile* [8 mars 1949] (p. 1362); Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 1365); — d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant : *Discussion générale* [8 décembre 1949] (p. 6688) — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite du débat sur les prix agricoles*) [31 janvier 1950] (p. 836). — Dépose une demande d'interpellation sur la suppression de l'alcool de betterave pour la campagne 1950 [16 février 1950] (p. 1124); la développe [31 mars 1950] (p. 2735, 2736). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Suite du débat sur les prix agricoles*) [21 février 1950] (p. 1280). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur le prix de la chicorée et de la betterave, l'importance nationale de l'alcool de betterave, les prix agricoles français trop élevés par rapport aux cours mondiaux)* [23 février 1950] (p. 1383, 1384, 1385); — du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950 : *Discussion générale* [2 mars 1950] (p. 1623). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fixation du prix du blé de la campagne 1950 [23 mai 1950] (p. 3794); — sur la fixation du prix du blé en 1950 [17 octobre 1950] (p. 6919); la développe (*Ses observations sur le prix des engrais*) [7 décembre 1950] (p. 8773, 8774, 8775). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [2 novembre 1950] (p. 7381, 7382). — Dépose une demande d'interpellation sur la prime de 100 francs par quintal que le Gouvernement doit accorder aux producteurs de blé et la fixation du prix du lait [12 avril 1951] (p. 3203). = S'excuse de son absence [10 juin 1947] (p. 2000).

CARTIER (M. Gilbert), *Député de Seine-et-Oise (2^e circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commis-

sion de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des affaires étrangères [29 mai 1947] (p. 1783); de la Commission des affaires économiques [30 juin 1947] (p. 2548), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission de l'intérieur [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [18 janvier 1949] (p. 34) Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392).

Dépôts :

Le 17 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'aménagement des lotissements défectueux, n° 148. — Le 17 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 24 concernant l'assurance maladie des travailleurs de l'industrie et du commerce et des gens de maison, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa dixième session tenue à Genève le 15 juin 1927, n° 2062. — Le 17 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 17 concernant la réparation des accidents du travail adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 7^e session tenue à Genève du 19 mai au 10 juin 1925, n° 2063. — Le 17 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 42 concernant la réparation des maladies professionnelles, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 18^e session tenue à Genève le 21 juin 1934, n° 2064. — Le 1^{er} mars 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant réglementation de la propagande électorale pour les élections cantonales, n° 6621. — Le 16 juin 1950, une proposition

de loi tendant à créer un fonds national d'amortissement pour les charges d'adductions d'eaux, n° 10331. — Le 4 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I le projet de loi (n° 11833) relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires ; II. la proposition de loi (n° 11834) de M. Courant tendant à aider plus efficacement les communes déshéritées, n° 11852. — Le 16 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis (n° 12352) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11833) adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, n° 12533. — Le 2 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 12371) de M. Capdeville et plusieurs de ses collègues relative au branchement à l'égout dans l'agglomération rouennaise, n° 13062. — Le 8 mai 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 1674 du Code civil relatif aux lotissements défectueux, n° 13124.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur la nomination des Conseillers de la République chargés de représenter les Français résidant à l'étranger [4 février 1947] (p. 163) ; — sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de construction pour l'exercice 1947 ; Etat. A, ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 932 : *Centre national de la recherche scientifique* [7 mars 1947] (p. 730) ; — sur le projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à certaines dispositions budgétaires ; Art. 26 : *Amendement de M. Coudray tendant à exempter de la taxe radiophonique les vieillards qui ne payent pas d'impôt sur le revenu* [30 décembre 1947] (p. 6604). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne en 2^e lecture ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Demusois tendant à reprendre le texte déjà voté en 1^{re} lecture* [16 mars 1948] (p. 1697) ; Art. 11 : *Amendement de M. Demusois relatif à la composition du Conseil d'administration de la Régie autonome* (p. 1699) ; Art 44 : *Gestion des crédits par les collectivités locales* (p. 1709) ; — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et

moyens pour l'exercice 1948 : Art. 59 : *Amendement de M. Bergasse tendant à augmenter les avances à la ville de Marseille* [20 août 1948] (p. 6082) ; — du projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la Banque d'Indochine : *Discussion générale* [26 août 1948] (p. 6334) ; — du projet de loi relatif à l'organisation départementale (*Sa demande de renvoi à la Commission*) [17 février 1949] (p. 653) ; — du projet de loi portant réglementation de la propagande électorale pour les élections cantonales, en qualité de *Rapporteur* [18 février 1949] (p. 698) ; Art. 8 : *Ouverture d'un crédit de 325 millions* (p. 699, 700) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} mars 1949] (p. 1062) ; — du projet de loi fixant la date des élections au Conseil général dans les départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [22 février 1949] (p. 798) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Césaire tendant à adopter la même date qu'en France* (p. 800) ; Art. 2 : *Amendement de M. Valentino tendant à ne pas tenir compte des dispositions de la loi du 10 août 1871* (p. 801) ; Art. 3 : *Amendement de M. Girard tendant à prévoir un nouveau découpage des circonscriptions* (p. 802) ; — du projet de loi portant statut du personnel des communes : *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par M. Truffaut* [8 novembre 1949] (p. 6005) ; Art. 13 : *Amendement de M. Viollette tendant à supprimer l'article relatif au syndicat des communes* [10 novembre 1949] (p. 6043) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à excepter certains emplois des conditions d'âge pour le recrutement* [1^{er} décembre 1949] (p. 6525). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le prix de la betterave [9 décembre 1949] (p. 6755). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires ; Art. 2 : *Amendement de M. Mouchet tendant à uetter à égalité les petites communes avec les communes de 10.000 à 100.000 habitants* [30 décembre 1949] (p. 7576, 7577) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République ; Art. 7 A : *Maintien du principal fictif de la contribution des patentes au montant de 1948* [29 janvier 1950] (p. 753) ; *Son amendement tendant à fixer le principal fictif de la contribution des patentes à la moyenne des montants pour 1948 et 1949* (p. 756, 757, 758) ; — du projet de loi portant réforme de

l'auxiliariat, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [30 mars 1950] (p. 2669); Art. 1^{er} : *Amendement de M. E.-L. Lambert tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux emplois réservés aux victimes de la guerre* (p. 2670); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR : *Discussion générale* [31 mai 1950] (p. 4055); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, en qualité de *Rapporteur* [5 janvier 1951] (p. 172, 173); Art. 3 : *Amendement de M. Cristofol tendant à rendre obligatoire l'inscription au budget des sommes nécessaires aux collectivités locales* (p. 206); Art. 1^{er} : *Amendement de M. L'Huillier tendant à attribuer sur la taxe locale 60 0/0 aux communes et 15 0/0 aux départements* (p. 217); *Amendement de M. Tanguy-Prigent tendant à accorder 60 0/0 de taxe locale aux communes, 15 0/0 aux départements et à prévoir un régime spécial dans la Seine* (p. 219); *Amendement de M. Truffaut tendant à attribuer un minimum de 500 francs par habitant aux communes* (p. 222, 223); *Amendement de M. Palewski tendant à grouper Seine et Seine-et-Oise pour la répartition du produit de la taxe locale* (p. 224); Art. 4 : *Amendement de M. Cristofol tendant à faire voter un projet relatif aux finances locales avant le 31 mars 1951* (p. 226); Art. 2 : *Amendement de M. Truffaut relatif à la répartition par le fonds de péréquation entre communes riches et pauvres* (p. 227). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur la répartition du produit de la taxe locale*) [20 mars 1951] (p. 2222). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [21 mars 1951] (p. 2291, 2292); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Truffaut tendant à reprendre le texte de l'Assemblée accordant 800 francs par habitant aux communes pauvres* (p. 2293, 2294); *Amendement de M. Mondon tendant à prévoir la répartition par le fonds national de péréquation de 1.350 millions* (p. 2294, 2295); Art. 4 : *Amendement de M. Truffaut tendant à supprimer le deuxième alinéa prévoyant un régime spécial pour les communes de la Seine* (p. 2296).

CARTIER (M. Marcel), *Député de la Drôme*.

Son élection est validée [20 mai 1947] (p. 1678). — Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte. (Application de l'article 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947.) [15 mars 1950] (**F. n° 527**) [24 février 1951] (**F. n° 680**)

Dépôts :

Le 29 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à la création de commissions parlementaires chargées de suivre l'application en France du programme de relèvement européen [E. R. P.] et de la convention de coopération économique européenne, **n° 5095**. — Le 10 mars 1949, un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, **n° 6780**. — Le 13 juin 1950, une proposition de loi tendant à rendre applicable aux étudiants et élèves qui font campagne en Extrême-Orient, les dispositions de l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 relative à l'exonération des droits scolaires et universitaires et à l'aide aux étudiants victimes de la guerre, **n° 10266**. — Le 6 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 11278) de M. Jacques Gresa et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 13 de l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 en faveur des étudiants anciens combattants, résistants et victimes de la guerre, **n° 12420**. — Le 19 avril 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Jacques Gresa et plusieurs de ses collègues (n° 11278) tendant à modifier l'article 13 de l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 en faveur des étudiants anciens combattants, résistants et victimes de la guerre; 2° de M. Michelet et plusieurs de ses collègues (n° 12305) tendant à modifier l'ordonnance